

Etude Rétrospective sur l'éducation des filles au Mali et Utilisation du Modèle de Simulation pour la Gestion de l'Education

A project funded by the Office of Women in Development, Bureau for Global Programs, Field Support and Research, U.S. Agency for International Development under contract number FAO-0100-C-00-6005-00 with Development Alternatives, Inc.

Août 2002



1717 Massachusetts Ave. NW, Suite 302, Washington, DC 20036 USA
Tel.: 202-332-2853 FAX: 202-332-8257 Internet: WIDinfo@widtech.org

A Women in Development Technical Assistance Project

Development Alternatives, Inc. ! International Center for Research on Women
Academy for Educational Development ! Development Associates, Inc.

This publication was made possible through support provided by the Office of Women in Development, Bureau for Global Programs Field Support and Research, U.S. Agency for International Development, under the terms of Contract No. FAO-0100-C-00-6005-00. The opinions expressed herein are those of the author(s) and do not necessarily reflect the views of the U.S. Agency for International Development.

Etude Rétrospective sur l'éducation des filles au Mali et Utilisation du Modèle de Simulation pour la Gestion de l'Education

Soumis par

Francine Ahouanmènou-Agueh

Development Alternatives, Inc.

Août 2002



SIGLES ET ABRÉVIATIONS

AE	Académie de l'Éducation
BEEP	Basic Education Expansion Project
CPS	Cellule de Planification et de Statistique
DNEB	Direction Nationale de l'Éducation de Base
EF	Enseignement Fondamental
EPT	Éducation Pour Tous
EPU	Éducation Primaire Universelle
ME	Ministère de l'Éducation
PDEB	Projet de Développement de l'Éducation de Base
PTF	Partenaires Techniques et Financiers
PISE	Programme d'Investissement du Secteur de l'Éducation
PRODEC	Programme Décennal de l'Éducation
SAGE	Stratégies pour l'Amélioration de l'Éducation des Filles Strategies for Advancing Girls' Education
TBS	Taux Brut de Scolarisation
TNS	Taux Net de Scolarisation
UNESCO	Organisation des Nations Unies pour l'Éducation, la Science et la Culture United Nations Educational, Scientific and Cultural Organization
UNICEF	Fonds des Nations Unies pour l'Enfance United Nations Children's Fund
USAID	Agence des États-Unis pour le Développement International United States Agency for International Development
WE	World Education
PVOs	Private Voluntaries Organization

REMERCIEMENTS

Nous voudrions saisir cette occasion pour remercier tous les participants à l'atelier des 9-16 août 2002 à Ségou, et tous ceux qui, de près ou de loin, nous ont permis de réaliser cette mission. Nous voudrions citer:

- Mme Traoré Korotoumou Konfe, Spécialiste en genre de l'équipe éducation/Jeunesse de l'USAID/Bamako pour son dynamisme et son assistance qui nous a guidés tout au long de cette mission, et
- l'équipe éducation/jeunesse de l'USAID,
- M. Modibo Diallo et M. Baba Modi Camara de la CPS, pour leur réelle collaboration et leur prestation pendant les présentations
- M. Bakary Casimir Coulibaly, directeur de l'AE Ségou et M. Mamadou Diabaté, chef de division de la DNEB, pour leur soutien, et
- notre chef d'équipe Akanksha Marphatia pour ses qualités pour mener un groupe et son ouverture d'esprit encourageant la collaboration, qui nous ont permis d'accomplir cette mission dans une ambiance cordiale de travail intense.

TABLE DE MATIÈRES

1.	INTRODUCTION.....	1
	Contexte	1
	Termes de référence	2
2.	ETUDE RÉTROSPECTIVE DE L'ÉDUCATION DES FILLES AU MALI AU COURS DES DIX DERNIÈRES ANNÉES	2
3.	EVOLUTION DES INDICATEURS DE BASE	3
	Taux de scolarisation.....	3
	Taux de redoublement.....	6
4.	EFFORTS FOURNIS POUR LE RENFORCEMENT DU SYSTEME EDUCATIF ET POUR LA SCOLARISATION DES FILLES.....	8
5.	MODELE DE SIMULATION	10
	Présentation du projet de modèle de simulation et de l'étude rétrospective	12
6.	L'ÉDUCATION DES FILLES D'ICI 2015	13
	Projections.....	13
	En Conclusion	15
7.	PLAN DE SUIVI ET D'ÉVALUATION DES INVESTISSEMENTS ET PROGRAMMES DE RENFORCEMENT DE LA SCOLARISATION DES FILLES	16
	Situation Actuelle.....	16
	Projet de Plan de Suivi	16
8.	CONTRAINTES	17
9.	RECOMMANDATIONS.....	17
	ANNEX 1: TERMES DE REFERENCE	1-1
	ANNEX 2: ELEMENTS DU MODELE DE SIMULATION ET SYNTHÈSE DES SUGGESTIONS (EN BLEU ET SOULIGNÉ)	2-1
	ANNEX 3: PRESENTA DE L'ETUDE RETROSPECTIVE EVOLUTION DE L'EDUCATION DES FILLES AU MALI	3-1

LISTE DE TABLEAUS ET DE GRAPHES

Tableau

1	Scolarisation des Filles (Dix Dernières Années).....	3
2	Evolution des TBS et des écarts au cours des dix années passées.....	5
3	Taux bruts de scolarisation par region	6
4	Taux de redoublement moyen (garçons et filles) au premier cycle EF.....	6

Graphe

1	Taux bruts de scolarisation au Mali, 1er cycle EF	4
1	Taux nets de scolarisation au Mali, 1er cycle EF.....	7
3	Taux brut de scolarisation au premier cycle (+ medersas).....	13
4	Taux net de scolarisation.....	14

1. INTRODUCTION

Contexte

Comme de nombreux pays en Afrique, le Mali met en œuvre un programme de développement de l'éducation. Ce programme, intitulé "Programme Décennal de l'Éducation" (PRODEC), adopté en 1998 pour la période 2000 à 2010, fixe les objectifs et stratégies à mettre en œuvre pour atteindre, entre autre, un taux brut de scolarisation de 75% au niveau du premier cycle de l'enseignement fondamental en 2008 et de 95% en 2015 pour une éducation primaire universelle. Le système éducatif malien comporte un enseignement fondamental en deux cycles, le premier cycle dure six (6) ans et concerne les enfants de 7 à 12 ans, le deuxième cycle suit le premier et dure trois (3) ans. Vient ensuite le secondaire (4 ans d'études) et puis le supérieur.

Les taux bruts de scolarisation¹ donnés par la Cellule de Planification et de Statistique (CPS) du Ministère de l'éducation sont de 42,27% pour les filles et de 59,2% pour les garçons au premier cycle de l'enseignement fondamental, en 1998/1999, sans compter les medersas (écoles religieuses). Les taux sont plus favorables si on y ajoute les medersas et atteignent alors respectivement 46% et 65%. En 1999/2000, les taux bruts de scolarisation ont atteint 50% pour les filles et 72% pour les garçons.

Au niveau du second cycle de l'enseignement fondamental (EF), les taux sont nettement plus faibles ; en 1999/2000, ces taux ne dépassent guère 15% pour les filles dans les régions autres que Bamako qui par contre atteint 83%. Quant aux garçons, le taux de scolarisation en second cycle varie dans les régions entre 10 et 35% et atteint 77% à Bamako.

Dans le cadre de la mise en œuvre du PRODEC, le Ministère de l'Éducation a développé, en collaboration avec l'UNESCO, un modèle de simulation pour répondre aux besoins et planifier les stratégies du système éducatif. Compte tenu de la complexité du modèle alors développé et des difficultés d'utilisation, le Ministère, en collaboration avec la BANQUE MONDIALE, a entrepris de simplifier le modèle afin de le rendre plus commode et facile à appliquer. Cette mission s'insère dans le cadre d'une formation du personnel d'encadrement à "l'intégration des outils et des stratégies du genre dans le curriculum²." Elle devrait permettre l'utilisation de ce modèle de simulation pour identifier les stratégies possibles afin d'atteindre les objectifs de l'éducation primaire universelle en général et augmenter le taux de scolarisation des filles en particulier.

¹ TBS :Taux brut de scolarisation = Population scolarisée/Population scolarisable (7-12ans)

² L'intégration du genre dans le développement du curriculum du niveau I de l'enseignement fondamental dans la république du Mali (phase I) » WIDTECH, MARPHATIA, A.

Termes de référence

Les activités principales de la consultante lui permettront :

- De mener une étude rétrospective sur le niveau des investissements pour la scolarisation des filles au Mali au cours des dix dernières années;
- D'analyser l'évolution de l'éducation des filles au Mali au cours des dix dernières années; et
- D'améliorer le modèle de simulation.

Elle devra aussi développer un plan de suivi et d'évaluation des investissements et de leurs impacts en matière de scolarisation des filles avec pour objectif l'éducation primaire universelle.

Les résultats et les recommandations seront présentés aux décideurs du Ministère de l'Éducation et à ceux de l'USAID au cours d'un atelier sur le genre et le curriculum. Le détail des termes de référence est inclus dans l'annexe 1 de ce rapport.

2. ETUDE RETROSPECTIVE DE L'EDUCATION DES FILLES AU MALI AU COURS DES DIX DERNIERES ANNEES

Objectifs de l'étude : L'objectif de cette étude est d'analyser au cours des dix dernières années :

- La progression dans le domaine de la scolarisation des filles,
- Les efforts consentis par le Gouvernement malien, et en particulier le Ministère de l'Éducation, dans le domaine de la scolarisation des filles.

Méthodologie de l'étude: Cette analyse décrira et mettra en rapport les efforts fournis et les résultats obtenus en matière d'accès à l'éducation, de rétention et de performance des filles. Nous aborderons également les efforts bilatéraux et multilatéraux qui sont en général menés en collaboration avec le Gouvernement. L'étude se fera à partir de rencontres/interviews, d'analyse de documents et d'étude des annuaires statistiques.

3. EVOLUTION DES INDICATEURS DE BASE

La promotion de l'éducation des filles est depuis la Conférence de Jomtien³ en 1990 une des stratégies prioritaires au niveau mondial. En effet le taux de scolarisation des filles était et reste assez faible dans tous les pays en voie de développement alors que la scolarisation ou l'éducation des filles et des femmes est un facteur déterminant dans le développement. Le Mali n'est pas en marge de ce processus de promotion de la scolarisation des filles, qui contribuerait à l'éducation pour tous (EPT) ou l'éducation primaire universelle (EPU).

Nous analyserons donc quelques indicateurs de base du système éducatif et plus spécialement ceux du premier cycle de l'enseignement fondamental, en commençant par les taux de scolarisation.

Taux de scolarisation

Définition

On appelle taux brut de scolarisation le ratio ou le quotient de la population scolarisée, c'est-à-dire fréquentant l'école, par rapport à la population scolarisable, c'est-à-dire en âge d'aller à l'école, en l'occurrence entre 7 et 12 ans. Quant au taux net de scolarisation, c'est le quotient de la population scolarisée et ayant entre 7 et 12 ans par rapport à la population scolarisable.

- **TBS** : Taux brut de scolarisation = Population scolarisée/Population scolarisable (7-12 ans)
- **TNS** : Taux net de scolarisation = Population scolarisée (7-12 ans)/Population scolarisable (7-12ans)

Tableau 1: Scolarisation des Filles (Dix Dernières Années)

Année scolaire	Taux brut de scolarisation			Taux net (7-12 ans) de scolarisation		
	Filles	garçons	total	filles	garçons	total
1989/90	18,90%	33,20%	26%	15,40%	25,80%	20,70%
1990/91	19,50%	34%	26,70%	16,20%	27,30%	21,80%
1991/92	21,40%	36,10%	28,80%	17,30%	28,60%	23,00%
1992/93	24,70%	40,80%	32,80%	19,20%	30,20%	24,70%
1993/94	27,90%	44,90%	36,40%	21,90%	34,70%	28,30%
1994/95	31,30%	46,90%	39,10%	28,40%	39,59%	33,90%
1995/96	33,40%	51,30%	42,30%	26,20%	39,70%	32,90%
1996/97	36,50%	57%	46,70%	29,70%	46,60%	38,20%
1997/98	40,30%	59,90%	50%	32,60%	47,10%	39,90%

³ □ Conférence Mondiale de Jomtien, Thaïlande, organisée du 5 au 9 mars 1990 par l'UNESCO, L'UNICEF, le PNUD et la Banque Mondiale sur l'éducation pour tous. Ces 4 institutions ont été rejointes par une douzaine de partenaires dont des gouvernements et des ONG.

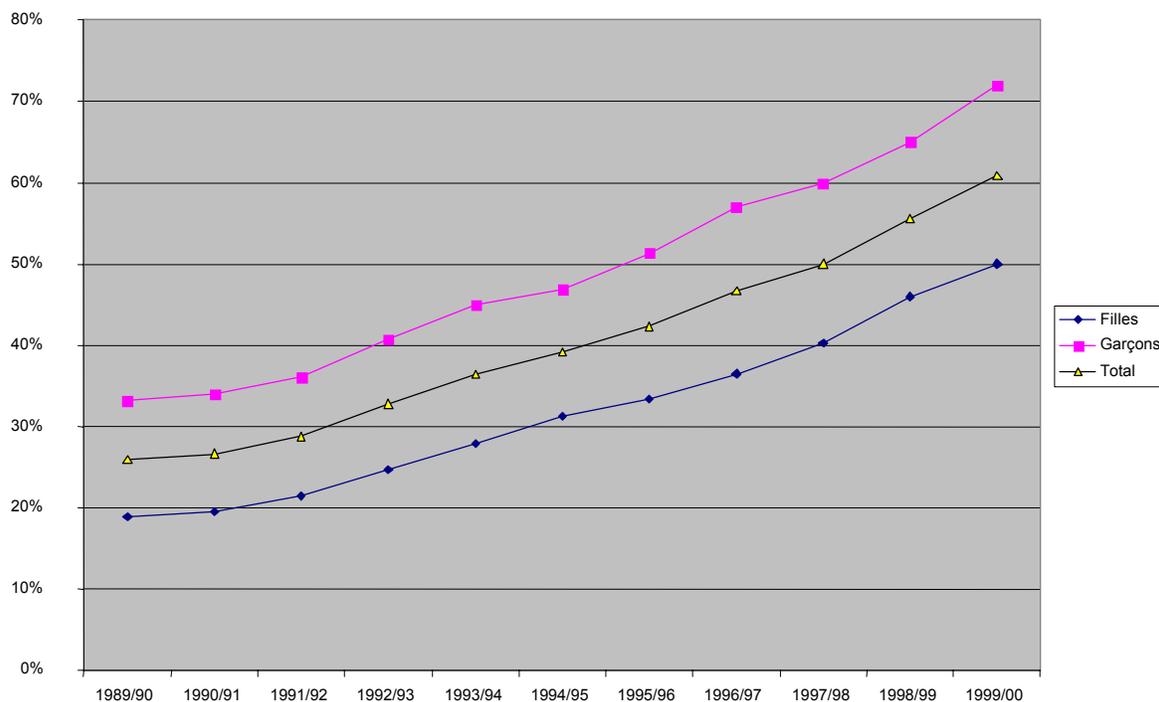
Année scolaire	Taux brut de scolarisation			Taux net (7-12 ans) de scolarisation		
	Filles	garçons	total	filles	garçons	total
1998/99	46%	65%	55,60%	36,20%	50,60%	43,50%
1999/00	50%	72%	60,89%			

Ministère de l'Éducation CPS

Observation 1. En dix ans le taux de scolarisation des filles a plus que doublé

En analysant le tableau ci-dessus et le graphe correspondant ci-après, on peut remarquer qu'en dix ans le taux de scolarisation des filles a plus que doublé, passant de 19% en 1990 à 50% en 2000. Ceci est dû principalement à la démocratisation de l'éducation, à l'engouement suscité par l'initiative mondiale l'EPT et à la promotion de la scolarisation des filles consécutive à la Conférence de Jomtien. Certains des principaux partenaires de ces efforts pour la scolarisation des filles sont le Gouvernement malien par l'intermédiaire du Ministère de l'Éducation (ME), l'USAID qui fournit un financement direct au gouvernement et une assistance technique et des PVO/ONG internationales et nationales qui financent des interventions sur le terrain, l'UNICEF et les Pays Bas. D'autres partenaires tels que la Banque Mondiale, la BAD, l'UNESCO, pour ne citer que ceux-là n'ont pu être rencontrés à cause de contraintes de temps ou d'absence.

Graphe 2: Taux bruts de scolarisation au Mali, 1er cycle EF



Observation 2. Le système a-t-il progressé à la même allure en général ou seulement dans le cas des filles ?

On constate que le système a progressé en général à la même allure dans le cas des filles et celui des garçons ; il a même plus progressé chez les garçons, car l'écart se creuse entre le TBS filles et le TBS garçons comme le montre le tableau suivant; passant de 14 à 22 points. Tous les efforts pour promouvoir la scolarisation des filles semblent encore bénéficier aux garçons comme l'ont déjà montré plusieurs études.

Tableau 2: Evolution des TBS et des écarts au cours des dix années passées

Années scolaires	Taux brut de scolarisation		
	filles	garçons	Ecart
1989/90	18,90%	33,20%	14,30
1990/91	19,50%	34%	14,50
1991/92	21,40%	36,10%	14,70
1992/93	24,70%	40,80%	16,10
1993/94	27,90%	44,90%	17
1994/95	31,30%	46,90%	15,60
1995/96	33,40%	51,30%	17,90
1996/97	36,50%	57%	20,50
1997/98	40,30%	59,90%	19,60
1998/99	46%	65%	19
1999/00	50%	72%	22

Ministère de l'Éducation CPS

Observation 3. A-t-on atteint les 50% de TBS Filles sur toute l'étendue du territoire?

Nous ne constatons pas les mêmes progrès sur toute l'étendue du pays. Nous n'avons pas non plus atteint les 50% de TBS Filles sur toute l'étendue du territoire. Kidal reste à un TBS filles de moins de 30% et constitue avec Mopti et Tombouctou les poches de faible taux de scolarisation. Il faut noter cependant les progrès extrêmement remarquables et encourageants accomplis dans les régions de Mopti et Tombouctou où les taux bruts de scolarisation des filles ont augmenté de plus de 12 points passant de 21,40% (Mopti), et 24,20% (Tombouctou) en 97/98 à respectivement 37,10% et 39,40% en 1999/2000 comme l'indique le tableau suivant.

Observation 4. Pourquoi des TBS de plus de 100% et pourquoi cette régression à Bamako?

Bamako qui avait un TBS filles de 125% en 97/98 est en effet passé à 107% en 99/2000, comme on peut l'observer sur le tableau qui suit.

Tableau 3: Taux bruts de scolarisation par region

Régions	Taux brut en 1997/98			Taux brut en 1999/00		
	filles	garçons	écart	filles	garçons	Ecart
Kayes	33,20%	54,60%	21,40	45,10%	74,20%	29,10
Koulikoro	42,80%	69%	26,10	53,40%	85%	31,60
Sikasso	34,40%	57,70%	23,30	41,70%	65,20%	23,50
Ségou	32,10%	53,50%	21,40	42,60%	64,70%	22,10
Mopti	21,40%	32,20%	10,80	37,10%	54,10%	17
Tombouctou	24,20%	33,70%	9,50	39,40%	54,80%	15,40
Gao	30,10%	41,80%	11,70	42,50%	61,50%	19
Kidal	20,30%	33%	12,90	26,50%	38,80%	12,30
Bamako	125%	153,10%	28,10	107,70%	108,80%	1,10
Ensemble du Mali	40,30%	59,90%	19,60	50%	72%	22

Ministère de l'Éducation CPS

Un taux brut de scolarisation peut dépasser les 100% si l'effectif de la population scolarisée dépasse l'effectif de la population scolarisable. Cette situation se retrouve lorsqu'il y a parmi la population scolarisée un nombre important d'enfants qui soit ont dépassé l'âge scolaire, soit n'ont pas atteint l'âge scolaire. En situation idéale, le taux brut est équivalent au taux net car ne sont à l'école que les élèves en âge scolaire ; peu d'élèves redoublent et la plupart font une scolarité normale sans grand retard. Si à Bamako le taux brut tend vers les 100%, cela signifie probablement que les enfants ayant dépassé 12 ans sont moins nombreux au premier cycle de l'enseignement fondamental. Est-ce un regain de qualité du système au niveau de Bamako ? Une étude plus poussée sur les taux nets nous permettrait de le déterminer. Nous pouvons conclure en disant que les disparités persistent en genre et par régions, bien que la scolarisation des filles ait progressé !

Taux de redoublement

Les taux de redoublement ont sensiblement baissé pour les premières années d'enseignement comme l'indique le tableau suivant :

Tableau 4: Taux de redoublement moyen (garçons et filles) au premier cycle EF

Années scolaires	1e année	2e année	3e année	4e année	5e année	6e année
1990/91	30,4%	30,3%	38,9%	34,3%	35,9%	34,8%
1994/95	18%	16,8%	21,3%	19,2%	20,7%	34,4%
1996/97	13,6%	13,2%	18,4%	21,5%	26,5%	37,4%

Ministère de l'Éducation CPS

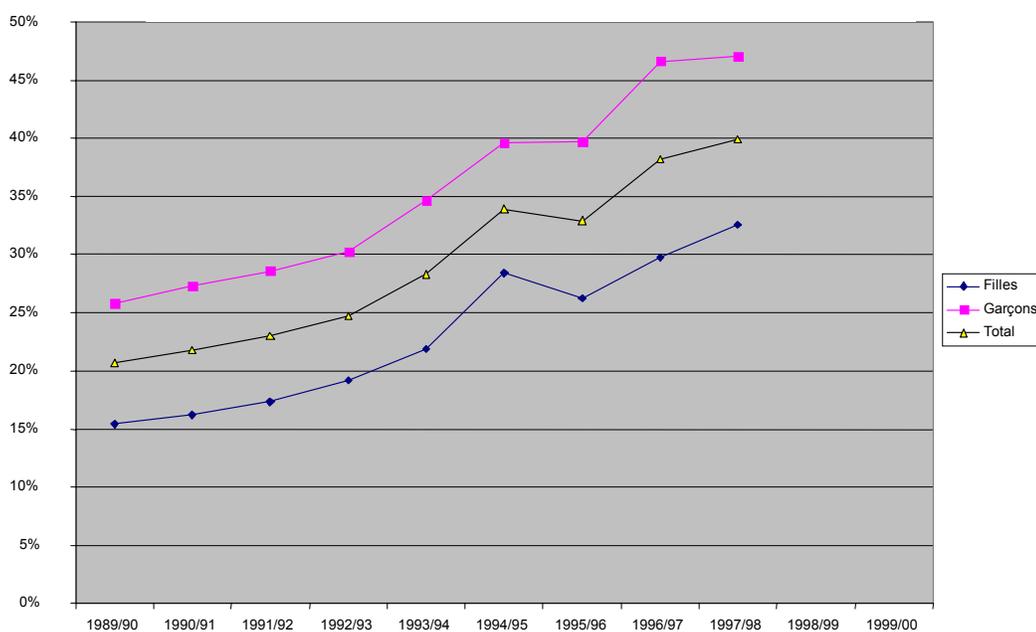
Observation 5. Les taux de redoublement sont sensiblement les mêmes chez les filles et les garçons, cependant les filles abandonnent plus que les garçons en 5e et bien plus en 6e année.

En général, ces taux sont toutefois encore élevés. Si on se réfère aux taux de redoublement et d'abandon de 96/97, sur 10 élèves entrant en 1^{ère} année, 7 arrivent en 6^e année, après 5, 6 ou 7 ans (Indicateurs du Système Educatif du Mali 1998). Les filles abandonnent l'école à un taux plus élevé que les garçons pour plusieurs raisons qui incluent des pratiques religieuses et culturelles (tel que le mariage précoce, des problèmes de sûreté et de sécurité (écoles éloignées par exemple), la mauvaise qualité de l'enseignement et des procédés d'apprentissage, et un manque de fonds.

Avec ces taux, le coût par élève ayant fini le premier cycle est très élevé ; il y a un gaspillage de ressources par le fait que trois élèves sur 10 occupent le système sans atteindre la 6^e année. Par ailleurs ces taux n'encouragent vraiment pas les élèves et surtout les filles dont le coût d'opportunité est élevé pour les parents ; ces filles n'auraient pas acquis une éducation de base et n'auraient pas non plus été utiles dans leur communauté comme celles qui ne sont pas à l'école.

Les taux de redoublement et d'abandon doivent impérativement être réduits pour un impact direct et conséquent des investissements faits pour le renforcement du système éducatif. Il est donc souhaitable et nécessaire qu'un effort supplémentaire soit fait sur la qualité de l'enseignement afin d'atteindre les objectifs de 95% de TBS filles et garçons en 2015. Un taux brut de 95% ne dénote pas de la bonne qualité d'un système éducatif ; pour que l'on atteigne cette éducation primaire universelle, il faudrait que le TBS et le TNS se rejoignent et atteignent les 95%. Où en sommes-nous par rapport aux taux nets de scolarisation ?

Graphe 3: Taux nets de scolarisation au Mali, 1er cycle EF



Observation 6. Comme nous le voyons sur le graphe précédent, les taux nets de scolarisation sont aussi en progrès et la tendance est prometteuse ; cependant les niveaux actuels sont loin des objectifs de 2008 et 2015.

Considérons pour le moment les taux bruts. Les taux bruts de scolarisation des filles ont considérablement progressés et cela grâce à l'effort conjoint des partenaires du secteur de l'éducation. La concentration des efforts et assistances depuis les années 1992-1993 a amélioré les tendances. Le taux brut de scolarisation, tant celui des filles que celui des garçons a doublé depuis les années 1994. Ce taux de progression correspond graphiquement à la pente de la droite qui relie les points. La pente est douce de 1989 à 1991, ce qui signifie que le progrès est sensible mais lent. Plus la pente est raide, plus le taux de progression est élevé. On voit donc sur le graphe 1 et le graphe 2 qu'à partir de 1992, la pente augmente, l'impact des efforts étant donc plus grand et visible au niveau des taux de scolarisation. En effet, depuis 1994 comme nous le verrons, les partenaires au développement ont contribué à renforcer techniquement et financièrement les efforts du Gouvernement. L'impact en a été remarquable. Quels types de programmes ont été mis en œuvre ?

4. EFFORTS FOURNIS POUR LE RENFORCEMENT DU SYSTEME EDUCATIF ET POUR LA SCOLARISATION DES FILLES

Le Gouvernement malien a entrepris depuis 1990 des actions en faveur de la scolarisation des filles et de l'éducation pour tous.

La création de la Cellule de la Scolarisation des filles aux niveaux national et régional et de la commission thématique sur la scolarisation des jeunes filles a marqué cette orientation de la politique éducative. Des actions de sensibilisation se sont déroulées sur tout le pays et se sont intensifiées après 1998 avec la production du PRODEC.

Depuis lors, la Cellule de la Scolarisation des Filles, structure créée par le Ministère de l'Éducation entreprend des actions tant aux niveaux régional que central. Les cellules régionales sont maintenant plus actives dans les actions concrètes sur le terrain.

Le ME, en collaboration avec les partenaires techniques et financiers, a commandité des études sur le genre et l'éducation, comme par exemple le rapport d'étude de l'Analyse de Genre du PRODEC. Cette étude et une analyse institutionnelle du Ministère de l'Éducation ont relevé une série de faiblesses concernant l'intégration des filles et de leurs besoins aux éléments clés du plan sectoriel. Ces études ont permis de déterminer certaines insuffisances quant à l'intégration du genre et des recommandations ont été faites pour remédier à celles-ci. L'une des recommandations suggère que l'orientation, la stratégie et le contenu des manuels scolaires prennent mieux en compte les besoins d'instruction des filles suivant le niveau de connaissance et de compétence du personnel et des individus chargés de ce domaine (image, rôles, messages positifs pour les femmes et les filles en rapport avec les domaines de développement clés).

Les initiatives en faveur de la scolarisation des filles du Ministère de l'Éducation ont été souvent soutenues par les partenaires techniques et financiers (PTF). Voici quelques exemples:⁴

UNICEF: L'UNICEF apporte un appui financier soit en finançant directement des projets et programmes soit en appuyant budgétairement le ministère de l'éducation par l'intermédiaire du gouvernement. Le programme d'assistance au Mali a inclus en 1993 un volet éducation. C'est ainsi que l'UNICEF a contribué à l'élaboration du PRODEC. C'est en 1998 que le programme quinquennal de l'UNICEF a mis un accent particulier sur la scolarisation des filles. Ce programme visait l'amélioration qualitative et quantitative de la scolarisation des jeunes filles, en ciblant Kayes et Mopti dont les taux de scolarisation sont parmi les plus faibles du pays tant au niveau des filles qu'au niveau des garçons.

L'UNICEF est aussi chef de file de la commission thématique sur la scolarisation des jeunes filles. Cette commission comprend le Ministère de l'Éducation et les partenaires au développement suivant : les Pays Bas, l'USAID, l'UNESCO et l'UNICEF.

USAID: Le programme d'assistance de l'USAID dans le secteur de l'éducation a commencé en 1990 avec le projet de développement de l'éducation de base PDEB (en anglais BEEP). La scolarisation des filles figurait déjà parmi les cinq objectifs. Le coût total du projet s'élevait en 90 à 10 millions de dollars US. Ce montant a été porté à 41 millions de dollars US en 1995. Les actions principales relatives à la scolarisation des filles consistaient essentiellement en négociations avec le gouvernement pour inclure de façon spécifique la scolarisation des jeunes filles et avec les bailleurs de fonds pour un projet multilatéral. Des décrets ministériels s'en sont suivis et ont abouti à la création de la Cellule de scolarisation des filles.

Après 1998, et par l'intermédiaire des PVOs américains (World Education, Save the Children, Projet SAGE), des programmes ont été mis en œuvre dans les domaines suivants :

- Appui aux écoles communautaires
- Organisation d'activités de formation des enseignants dans le domaine de la scolarisation des filles
- Sensibilisation des communautés

L'USAID intervient dans le cadre de la composante éducation de son objectif stratégique "jeunesse" en offrant :

- Un appui budgétaire au gouvernement
- Un financement à travers les PVO/ONG (World Education, Save The Children, Africare)
- Une assistance technique (SAGE, John Snow, Inc./Programme Denmisenya Yiriwali, WIDTECH)
- Le montant de cette composante éducation qui inclut des objectifs pour la promotion de la scolarisation des filles s'élève à 5 millions de dollars US par an sur cinq ans.

⁴ Nous citons ici quelques partenaires qui étaient présents sur le terrain et disponibles pour nous rencontrer

PAYS-BAS: La coopération néerlandaise, l'organisation néerlandaise pour l'aide au développement, est un des partenaires principaux de la scolarisation des filles depuis 1997-1998. Les actions ont commencé par un appui au gouvernement dans le cadre de la préparation du PRODEC. Puis des accords ont été signés pour fournir des appuis budgétaires au développement de l'éducation (infrastructures, qualité de l'éducation et scolarisation des filles). Un des accords bilatéraux de ces dernières années, d'un montant de 134.860.000 FCFA, avait pour objectif la scolarisation des filles et a servi à financer des micro-projets et la formation de maîtres et maîtresses. Ces activités ont été exécutées par la Cellule nationale.

Un plan de mise en œuvre du PRODEC, appelé programme d'investissement du secteur de l'éducation (PISE) sur la période 2002-2004 sert de cadre au dernier accord d'un montant de 40 millions d'euros. Des activités pour la promotion de la scolarisation des filles y figurent. Un représentant de la coopération néerlandaise que nous avons rencontré a recommandé d'éviter la duplication des efforts, ce qui justifie la nécessité d'assurer la coordination et le suivi de la mise en œuvre du PRODEC.

DONNEES FINANCIERES: La promotion de l'éducation des filles est un élément du processus de développement de l'éducation en général et des programmes d'assistance. Ce n'est que depuis trois à quatre ans que certains partenaires et le gouvernement distinguent des lignes budgétaires réservées à la scolarisation des filles. Cependant les actions menées pour l'éducation pour tous contribuent aussi directement à la scolarisation des filles. Il est donc difficile de faire le point de tous les investissements faits pour la scolarisation des filles et de distinguer toutes les ressources.

En conclusion, il est évident que les efforts fournis par le ME, les PTF et les communautés ont abouti à de réels progrès en matière d'accès des filles à l'éducation (TBS en 89/90, 91/92, 99/2000) ; toutefois, l'accès des filles à l'école est encore loin de l'objectif de l'initiative « Education pour tous » pour l'an 2015. Quant à l'équité d'accès, on note peu de changements et le problème de la disparité en genre persiste.

5. MODELE DE SIMULATION

Dans le cadre de la mise en œuvre du PRODEC en vue d'atteindre l'EPT, le suivi des indicateurs devient une nécessité pour orienter et ensuite évaluer les résultats du PRODEC. Il s'avère important de suivre l'évolution des taux de scolarisation et de performance. La technologie aidant, ceci devient une tâche facile avec un modèle de simulation informatisé. Toute personne à un niveau décisionnel du Ministère devra pouvoir se servir d'un modèle de simulation pour comprendre les implications de chaque décision et mieux intégrer son action dans le contexte du PRODEC. Un des objectifs de cette mission est d'analyser le modèle de simulation actuel et d'en évaluer la pertinence par rapport aux stratégies pour l'éducation des filles. Cette mission s'insère dans le cadre d'une formation du personnel d'encadrement à "l'intégration des outils et des stratégies du genre dans le curriculum⁵." Elle devrait permettre l'utilisation de ce modèle de simulation pour identifier les stratégies possibles afin

⁵ L'intégration du genre dans le développement du curriculum du niveau I de l'enseignement fondamental dans la république du Mali (phase I) WIDTECH, MARPHATIA, A.

d'atteindre les objectifs de l'éducation primaire universelle en général et d'augmenter le taux de scolarisation des filles en particulier. D'après le nouveau petit Robert, un modèle de simulation est une "représentation simplifiée d'un processus ou d'un système." Le modèle de simulation actuellement installé à la CPS est encore en cours de développement. Cette application développée par un consultant de la Banque Mondiale sous Excel pour le Ministère de l'Education comporte 4 feuilles de calculs. Ce modèle de simulation n'a encore été ni validé ni diffusé au niveau du Ministère.

La feuille principale modbase contient des éléments essentiels pour la gestion du système. Les trois autres feuilles sont calbase, modbase_région et calbase_région. Cependant les données telles que le nombre d'élèves, le nombre d'enseignants ne sont pas désagrégées par genre. Ceci ne permet pas de distinguer des scénarios en se focalisant sur le genre. De plus certains éléments essentiels tels que la formation des enseignants n'y figurent pas explicitement.

Par ailleurs, sur le plan des calculs nous avons relevé des insuffisances à deux niveaux ; les calculs pourraient être simplifiés comme l'indiquent les deux exemples suivants :

Exemple 1 (sur une même feuille): la cellule B322 contient une formule égale au produit $B651*B407$. En remplaçant les deux facteurs par leurs valeurs on obtient : $B322= B651*B407=F18*(B18/F18)=B18$. Cela aurait été plus simple de laisser donc $B322=B18$ et faciliter la maintenance et les mises à jour du modèle

Exemple 2: Les formules sont inutilement itératives d'une feuille à l'autre. La formule d'une cellule sur la feuille Modbase fait référence à une cellule d'une autre feuille Calbase, qui elle-même fait référence à d'autres cellules de la feuille Modbase.

Exemple 3: $ModbaseD28=CalbaseB14$. Or, CalbaseB14 fait référence à des cellules de Modbase. En fait Calbase est une feuille supplémentaire où figurent les formules de Modbase.

Ces exemples rendent le modèle difficile à utiliser sans interface ni guide d'utilisation. Le modèle n'est pas encore utilisé au Ministère et nous suggérons qu'il fasse l'objet d'une consultation de l'auteur pour :

- Sa finalisation,
- L'élaboration du guide d'utilisation
- La formation des personnels du ministère et
- L'intégration des données réparties par sexe.

Pour les raisons ci-dessus mentionnées, il n'a été possible d'exploiter ce modèle ni pour l'étude rétroactive, ni pour l'analyse des investissements par rapport aux indicateurs de performance et d'accès à l'éducation des filles.

Par contre, la consultante a saisi l'opportunité lors de l'atelier genre et curriculum pour introduire l'idée du modèle, et plus précisément les données statistiques relatives à l'enseignement fondamental.

Présentation du projet de modèle de simulation et de l'étude rétrospective

Au cours de l'atelier de formation du personnel d'encadrement à l'intégration des outils et des stratégies du genre dans le curriculum, l'équipe formée par la consultante et les deux membres de la Cellule de Planification et des Statistiques, Messieurs Modibo DIALLO et Baba Mody CAMARA ont fait une présentation sur le modèle de simulation en cours de développement le mardi 3 août. Comme nous l'avons indiqué ci-dessus, le modèle est en cours d'élaboration et ne pourra servir qu'après avoir été testé et validé par les autorités de la CPS. L'équipe n'a donc pas fait de simulation complète.

M. Modibo DIALLO a présenté les objectifs qualitatifs et quantitatifs du PRODEC, une série de statistiques concernant l'enseignement fondamental et une analyse de leur intérêt pour le suivi de la mise en œuvre du PRODEC.

La consultante a ensuite présenté le modèle de simulation et les différents aspects de la gestion du système éducatif qui y sont intégrés. Une discussion a alors porté sur les insuffisances du modèle. Il convient de relever quelques-unes des remarques faites et des questions posées :

- Les données statistiques sur le personnel et les élèves ne sont pas désagrégées par genre;
- La formation des enseignants est-elle prise en compte dans le coût moyen d'un enseignant ?
- Pourquoi ne donnez-vous pas une feuille de statistiques sur les projections?

Suite à cette discussion, les participants ont formé plusieurs groupes pour analyser en détail les éléments qui entrent en ligne de compte dans le modèle et pour les compléter le cas échéant. Les membres de chaque groupe ont reçu la liste des éléments qui entrent en compte dans le modèle de simulation. Ils ont discuté des insuffisances du modèle afin d'évaluer son efficacité pour le suivi de l'équité d'accès à l'éducation et de l'approche genre et développement.

Les 9 groupes ont passé plus d'une heure à revoir la liste et faire des propositions présentées en annexe avec les documents de présentation.

Le vendredi 16 août, au cours du même atelier de formation, la consultante a présenté l'étude rétrospective sur l'éducation des filles au Mali. Cette présentation a repris essentiellement la première partie du rapport et en a fait la synthèse. Des éclaircissements sur les différents taux ont été donnés et la présentation s'est terminée par cette recommandation:

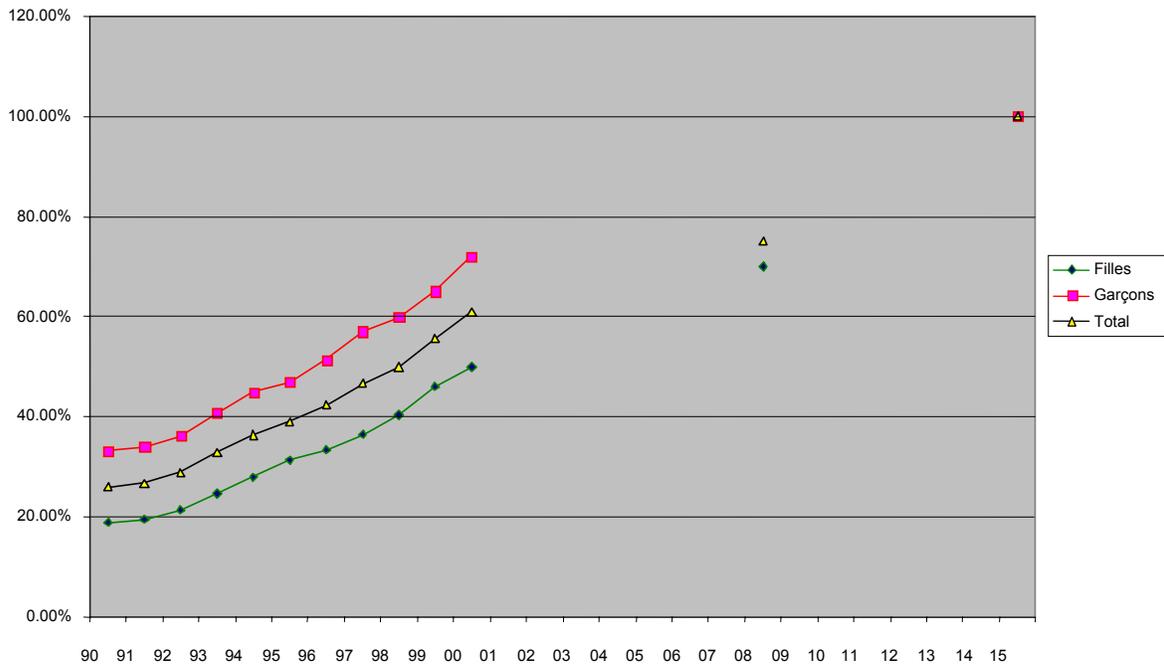
Que peut faire chacun d'entre nous à son propre niveau pour atteindre les objectifs de l'an 2015 en se plaçant aussi bien au niveau de l'offre qu'au niveau de la demande ? Les

participants avaient donc pour tâche de déterminer des actions concrètes à mener après l'atelier afin de contribuer aux objectifs de scolarisation des filles.

6. L'ÉDUCATION DES FILLES D'ICI 2015

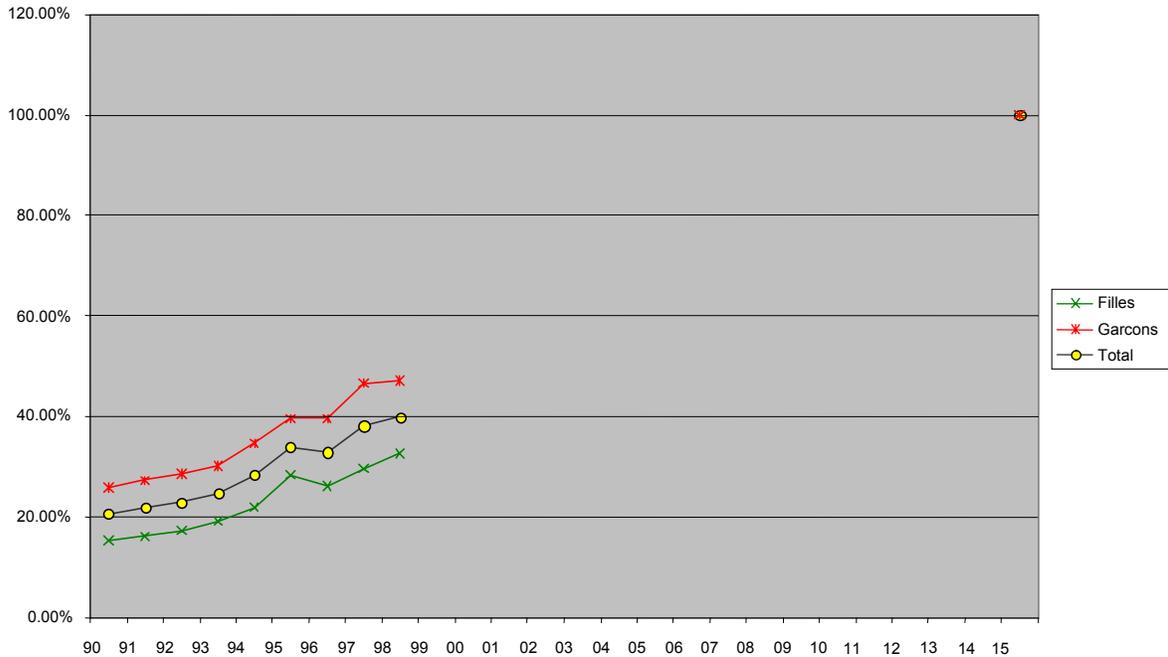
Projections

Graph 4: Taux brut de scolarisation au premier cycle (+ medersas)



Pour atteindre les objectifs de l'éducation pour tous ou l'éducation primaire universelle fixé à 95%, il faudrait que le rythme de progression soit maintenu. Ceci impliquerait une augmentation encore plus grande de l'accroissement du budget alloué à l'éducation, et à celle des filles, qui progresse moins que l'éducation des garçons. En d'autres termes, si le budget a doublé en dix ans, il faudrait qu'il double encore dans les dix ans à venir. La part actuelle du budget national est de 30% et nous savons qu'il est difficile de dépasser un seuil en matière de part du budget national. Il est quasi impossible de maintenir ce rythme de croissance des investissements. Nous savons déjà qu'il est nécessaire d'allouer plus de ressources pour maintenir le taux de scolarisation constant, eu égard à l'accroissement démographique. Où trouver ces ressources afin que, plus d'enfants, de plus en plus d'enfants, tous les enfants aient la possibilité d'aller à l'école et d'y accomplir tout le premier cycle?

Et si tous les enfants avaient accès à l'école, tous les parents auraient-ils envie d'envoyer leurs enfants à l'école ? En effet la demande d'éducation est aussi un facteur à prendre en considération parmi les éléments influents sur les indicateurs du système éducatif.

Graphe 5: Taux net de scolarisation

Les facteurs principaux qui déterminent les taux d'accès et de performance du système éducatif sont :

- Les différents programmes de développement et de gestion du système éducatif et les ressources financières pour cette gestion et ce renforcement, en bref la qualité du système;
- La croissance démographique, et la demande d'éducation des communautés.

Une étude plus approfondie du poids des us et coutumes et du coût de l'éducation au Mali nous permettraient de procéder plus facilement à des simulations pour l'avenir en nous basant sur l'évolution des années passées. Nous pouvons néanmoins avancer les implications et conséquences suivantes au niveau du système en supposant que les ressources ne diminueront pas:

Si les niveaux de ressources restent les mêmes que ces quatre dernières années:

- Si le rendement du système reste le même, le taux de scolarisation des filles va diminuer
- Si le rendement du système s'améliore, le taux de scolarisation va rester constant ou au mieux augmenter légèrement

Si les niveaux de ressources augmentent en rapport avec l'accroissement démographique:

- Si le rendement du système reste le même, le taux de scolarisation va rester constant
- Si le rendement du système s'améliore, le taux de scolarisation va augmenter

Si les niveaux de ressources augmentent dans les mêmes proportions qu'au cours de ces quatre dernières années:

- Si le rendement du système reste le même, le taux de scolarisation va augmenter sans pour autant atteindre les 95% de TBS, car un mauvais rendement fini par induire les effets contraires à ceux recherchés. En effet, les échecs répétés découragent les élèves et les parents qui ne trouvent plus aucun intérêt respectivement à être à l'école ou à envoyer leurs enfants à l'école.
- Si le rendement du système s'améliore, le taux de scolarisation va augmenter et atteindre les $(100-x)\%$, $x\%$ étant le pourcentage de la population scolarisable qui n'ira pas à l'école, compte tenu du besoin encore hélas indispensable d'employer les enfants comme main d'œuvre ou de la tradition qui les retiendra nécessairement en dehors de l'école. Sachant que ce nombre x est plus élevé chez les filles que chez les garçons, il est évident qu'en 2015 les garçons auraient atteint les 95% si x était inférieur ou égal à 5%, tandis que les filles en seront loin. Les filles ayant un coût d'opportunité beaucoup plus élevé, correspondant donc à une valeur de x plus grande, elles connaîtront une progression plus lente (comme c'est déjà le cas) et atteindront un taux de scolarisation inférieur à celui des garçons.

En Conclusion

Pour que les taux de scolarisation augmentent, mais aussi pour que le taux de scolarisation des filles augmente dans les mêmes proportions, il faut des stratégies innovatrices, porteuses et intégrées. Il faut une synergie des efforts consentis par tous les partenaires du système éducatif.

Le système éducatif et la communauté - que l'école est censée servir - constitue un ensemble et les interventions devraient se situer aussi bien du côté de l'offre que du côté de la demande en éducation.

Il faut mettre un accent bien particulier sur l'éducation des filles, sans craindre les discriminations positives, car des études ont prouvé que la plupart des initiatives pour améliorer l'éducation des filles profitent aussi bien aux garçons qu'aux filles.

Il faut donc influencer sur la demande en éducation par une action directe sur les communautés et par une offre d'éducation plus adéquate. Influencer sur la demande nécessite la prise en compte effective des besoins et des problèmes des communautés.

7. PLAN DE SUIVI ET D’ÉVALUATION DES INVESTISSEMENTS ET PROGRAMMES DE RENFORCEMENT DE LA SCOLARISATION DES FILLES

Situation Actuelle

La CPS au sein du Ministère de l’Éducation est chargée du suivi du PRODEC. A l’issue de toutes nos rencontres avec des membres de la CPS, nous n’avons pu prendre connaissance d’aucun document assurant le suivi ou faisant le point de la mise en œuvre du PRODEC. Seul le rapport d’une mission récente multilatérale et organisée par le ME en collaboration avec les partenaires au développement faisait, semble t-il, le point de la situation. Il ne nous a donc pas été possible de prendre connaissance d’un système de suivi du PRODEC. Un tel système, s’il avait été opérationnel et performant, nous aurait garanti le suivi des investissements, des modes de financement et des progrès accomplis en matière de scolarisation des filles.

Projet de Plan de Suivi

Il est indispensable de mettre sur pied un plan de suivi opérationnel pour assurer la pertinence et l’efficacité des actions mises en œuvre par les partenaires du système éducatif en ce qui concerne la scolarisation des filles. Nous pensons que le suivi se fera au niveau du système en général et au niveau des partenaires spécifiquement axés sur la scolarisation des filles. Ce plan de suivi, que nous suggérons, concerne donc uniquement les investissements additionnels spécifiquement réservés pour la promotion de la scolarisation des filles.

Objectif: suivi des investissements, des modes de financement et des progrès accomplis en matière de scolarisation des filles.

Activités:

1. □ Suivi des indicateurs de base du système éducatif (inscriptions, redoublement, abandon, promotion)
2. □ Suivi des programmes de renforcement du système éducatif et de la promotion de la scolarisation des filles; une fiche par programme pourra être mise à jour régulièrement et les rencontres du groupe thématique sur la scolarisation des filles seront un moment idéal pour cette mise à jour. La fiche comportera des éléments tels que :
 - Titre et objectif du programme □
 - Résultats escomptés et bénéficiaires □
 - Date d’exécution du programme □
 - Coût (assistance technique, appui budgétaire, appui direct plus détails) □
 - Institutions finançant le programme □
 - Institutions exécutant le programme □
 - Progrès accomplis et ressources utilisées (périodiquement) □
 - Impacts sur la scolarisation des filles dans les zones ciblées □

3. Evaluation en cours d'exécution (annuelle)

Responsables: La CPS pourrait être responsable de l'ensemble du système avec une part active pour l'activité 1 et l'organisation de l'activité 3. L'activité 2 peut être la responsabilité de chacun des acteurs (partenaires, ONG, ME) du système éducatif intervenant pour la promotion de la scolarisation des filles. Chaque structure du ME (Cellules nationale et régionale, autres structures) et chaque institution nationale ou internationale, œuvrant pour l'éducation des filles devra assurer le suivi de ses propres activités en tenant à jour la fiche standard élaborée par la CPS. Une équipe ad-hoc de la CPS devra être spécialement chargée du suivi des programmes du PRODEC.

L'équipe chargée du suivi de la scolarisation des filles ne devra pas être lourde, au plus 3 personnes, choisies de préférence parmi les responsables du suivi du PRODEC. Les membres de l'équipe devront avoir l'habitude de traiter avec les bailleurs de fonds, les partenaires techniques et financiers et les structures du Ministère. Ils devront aussi faire preuve de capacité de synthèse et d'analyse. Leur disponibilité est une condition sine qua non pour l'efficacité du suivi.

Productions: Un rapport annuel succinct sera publié au niveau des partenaires. Il fera la synthèse des rapports trimestriels internes au groupe thématique et couvrira les résultats et les impacts en indiquant l'évolution des indicateurs de base et le coût additionnel alloué à la scolarisation des filles.

8. CONTRAINTES

Le temps imparti pour cette étude était de deux semaines concomitamment avec l'analyse d'un modèle de simulation. La période retenue correspondant aux vacances de quelques responsables en éducation au niveau des Partenaires Financiers et Techniques, nous n'avons pu rencontrer ces derniers. Des statistiques récentes ne sont pas disponibles ainsi nous donnons des indicateurs jusqu'en 1998 de façon aussi fiable que nos moyens le permettent. Certaines données sont restées inaccessibles pour les années 1999 à 2002. Les autres données provenant des rapports de rentrée, et donc non stabilisées, seront considérées comme des proxis ; néanmoins nous n'avons pas pu les avoir toutes. Il est toutefois préférable d'avoir des données non stabilisées que de n'en avoir aucune et cette stratégie de la CPS est louable.

9. RECOMMANDATIONS

Au niveau institutionnel

- Scolarisation des filles (Programme et suivi)
 - Orienter les programmes de développement de l'Education pour une discrimination positive envers les filles afin qu'elles bénéficient réellement des efforts fournis par les PTF et le ME.

- Adapter les stratégies aux besoins et au niveau de l'éducation des filles et des garçons (relativement aux régions et au contexte social, économique et culturel).
- Assurer un suivi systémique (toutes les ressources investies) des apports et efforts pour promouvoir la scolarisation des filles
- Gestion des statistiques scolaires
 - Assister la CPS en révisant, testant et finalisant, le cas échéant, le logiciel en Access pour la gestion des données statistiques scolaires récemment installées au ME ; si cette éventualité ne peut se réaliser avant mars prochain (période correspondant à la collecte des données statistiques), développer et livrer une nouvelle application dans un logiciel 4e génération (ex : windev) incluant une fonction interface avec le modèle de simulation.
 - Normaliser les formations non formelles et semi-professionnelles pour contribuer à l'éducation pour tous, en incluant donc ces statistiques pour l'EPT
- Modèle de simulation :
 - Finir le modèle de simulation en le simplifiant, (i) y intégrer les données réparties par sexe en ce qui concerne, entre autres, les élèves et les enseignants, et (ii) détailler les intrants pour les activités de formation des enseignants (détail en annexe 2)
 - Elaborer le guide d'utilisation
 - Former les personnels du ministère susceptibles de s'en servir

Au niveau de l'école

Rendre l'école plus appropriée aux besoins et aspirations des communautés et des enfants

- emploi du temps, le rendre plus flexible et adapté au milieu
- finalité de l'école, sensibiliser les communautés et les informer sur les finalités de l'école, l'intérêt pour la communauté sur le plan social aussi bien qu'économique
- curriculum et méthodes pédagogiques mieux adaptés à la finalité de l'école et à l'apprentissage
- alternative non formelle ou semi-professionnelle à considérer dans la contribution aux taux de scolarisation

ANNEXE 1: TERMES DE REFERENCE

TERMES DE REFERENCE

WIDTECH: Terms of Reference for a retrospective study on girls' education in Mali using the EMIS Simulation model

I. BACKGROUND

Mali, like many other countries in Africa, is currently involved in a ten-year Sectoral Investment Program under World Bank leadership with the involvement of all the major donors. The “Programme Décennal de l'Éducation” (PRODEC) identifies major issues, policies, strategies and specific interventions that are expected to contribute to providing quality education in Mali over the next ten years to a great number of children.

According to 1997/1998 figures, the gross primary enrollment rate is 48.9 percent; the enrollment rate for males being 58.1 percent and 39.7 percent for females. As for secondary school, the figures are even lower. Only 12.6 percent of boys and 8.3 percent of girls (percent of gross) are enrolled (World Development Indicators). Mali has established intermediate/specific targets in terms of access, quality and institutional capacity building. For example, it is expected that by 2008, the Gross Access Rate would reach at least 75 percent; 70 percent is the target set for girls' enrollment. The country is anticipating achievement of Universal Primary Education (UPE) by 2015.

Findings from recent studies including a Gender Analysis of the Sectoral Investment Plan (SIP) or (PRODEC) and An Institutional Analysis of the Ministry of Education revealed/identified a series of weaknesses in terms of integration of girls and their needs into the key elements of the sectoral plan. Following are some of the issues raised:

- The staff in charge of implementing girls' education policies and strategies lack knowledge and technical skills required to efficiently conduct different analysis and planning needed in order to assess the status of girls' education and project a diversified investment portfolio to meet UPE by the year 2015.
- Lack of appropriate performance indicators to collect information, monitor and evaluate program achievements (with focus on girls) at all levels, on an annual basis is another missing piece.
- Recommendations made include targeting the strategic areas of the reform; these include, in addition to access, the curriculum, teacher training (pre and in service), didactic/instructional materials, monitoring/evaluation/reporting, institutional capacity strengthening, etc. In order to better ensure the inclusion of girls and their educational needs.

The current low rates of schooling for both boys and girls highlight the need for reinvigorating strategies in order to meet UPE by 2015. The Education Component of USAID Youth Strategic Objective Agreement represents a major contribution to the

implementation of Mali's current Sectoral Investment Program; total amount is \$5 million per year for five years. Specific objectives of the girls' education component were the following: increase access and attendance while improving the quality; and improving female teachers' participation in basic education was also among objectives.

In response to some of the specific issues raised by the PRODEC gender analysis, USAID, in partnership with the MOE's Girls' Education Section, is currently supporting the work of three consultants to develop tools to better integrate gender and reflect girls' and their needs into the curriculum. The team will provide training in "gender and education" and the use of the analytical tools to curriculum writers, those involved in the testing and evaluation of the curriculum and staff of the girls' education section at the central, regional and local level. The training will take place in February 2002. A second part of this activity focuses on a retrospective study on the status of girls' education and recommendations for diverse strategies to meet UPE by 2015 utilizing an education simulation model.

Simulation Model

Mali has committed to achieving UPE by 2015. As such, it is crucial that the government closely assesses students'—girls and boys—current educational status and devise strategies to ensure that all children are in school. Since girls comprise a large part of the population currently out of school, it is important to understand why girls are not in school and find ways to increase their school enrollment and provide the means to help them succeed and advance to higher grades. An important first step to effective policies and programs contributions' to achieving UPE by 2015 is to understand the impact of public sector investments in education over the past decade. A retrospective study of this nature can highlight trends and identify areas of need, which, if addressed, might increase the likelihood of achieving the UPE goals.

The Center for Statistics and Planning (CPS) within the Ministry of Education has used a number of "simulation models", primarily for data collection purposes. The World Bank and UNESCO have provided technical assistance in creating and training CPS staff in the use of these models. Due to a number of complexities in the use and structure of previous models, the CPS and UNESCO have developed a new model. Sections of previous models have been used and built upon to enable a larger collection and analysis of educational data. The model currently in use comprises of educational data at both the national, regional and local levels, and incorporates preschool, formal, non-formal and university levels. Data is further disaggregated by sex. The Director of CPS manages the excel-based model. Training of directors at the 15 Académie (regional) levels is planned once these structures have been established and professionals named to the positions.

In addition to being a data collection tool, the model is intended to serve as a "decentralized" planning tool that can provide prompt responses to decision makers wanting to know the effects and consequences of certain policy changes. Thus far, the model has been utilized in the following instances at different levels of schooling and at the central, regional and local echelons:

- Determine the number of classes needed;
- Determine the number of teachers required;
- Determine and manage the number and amount of scholarships awarded to secondary and higher education students;
- Determine the level of funds required to implement the above measures, the level of available funds and submit a request for funds to international financial and technical agencies (i.e. bilateral agencies).

II. PURPOSE OF WORK

The purpose of this Scope of Work is to obtain the services of an international consultant proficient in the use EMIS education simulation model and its application to supporting girls' education. The consultant will undertake a retrospective study on the status of investments in girls' education in Mali over the past ten years and identify additional factors or inputs to the model to demonstrate how to maximize investment in girls' education in Mali. The consultant will develop a monitoring and evaluation plan to track changes over time in investments and their impact on girls' education, including progress toward achieving the UPE 2015 goal. The consultant will present key findings to interested partners and Ministry of Education staff, and participate in a gender training planned for February 2002.

TASKS

The primary tasks of the consultant are:

- Undertake a retrospective study on the status of girls' education in Mali over the past decade. Recommend strategies the MOE needs to implement in order to meet UPE by 2015.
- Conduct an analysis of secondary data on the status of investments and girls' education indicators in Mali over the last ten years using EMIS/CPS simulation scenario; highlight key questions and concerns related to the findings, and produce alternative funding and impact scenarios;
- Outline the implications of various investment options for meeting UPE by 2015, particularly in terms of girls' education;
- Propose a plan for diversifying factors (inputs) to be included in the model and analysis plans that demonstrate alternative scenarios for improving girls' education (using outcome indicators such as access, retention, promotion and success);
- Develop a monitoring and evaluation plan for the Ministry of Education's Center for Statistics and Planning to use to track changes in investments and outcomes in terms of girls' education and progress made toward meeting the UPE 2015 goal;
- Present findings at the workshop on building capacity to "integrating gender into the curriculum to improve the quality of education";
- Present the key findings and the monitoring and evaluation plan to key decision makers in USAID and at different levels of the ME, donors and PVO/NGOs as identified by USAID/Mali.

IV. METHODOLOGY

In order to achieve these tasks, the consultant will need to review the existing data set and simulation model before traveling to Mali, and talk with key informants knowledgeable about alternative models and their comparative advantages. In Mali, the consultant will report to the Lead Gender Trainer and Team Leader, and will meet and coordinate with persons in the Ministry of Education who are in charge of the current simulation model and data sets. The simulation consultant's tasks are complementary to that of the team currently working on integrating gender into the curriculum.

DELIVERABLES

Before leaving Mali the consultant will debrief with key Mission Personnel and submit to USAID/MALI a draft trip report that will include:

- Report on the simulation model: its current use, client, structure and future utility for diversifying investments in girls education;
- Synthesis of the session on the simulation model delivered at the training workshop;
- Monitoring and evaluation plan to track changes in investments and correlate them to indicators of girls' education and Mali's progress in meeting the UPE 2015 goal.

This report will be finalized based on feedback from the Mission and WIDTECH submitted as a final report to the Mission and WIDTECH within ten working days of receiving their feedback.

RELATIONSHIPS AND RESPONSIBILITIES

The consultant shall work in close collaboration with the WIDTECH Team Leader, two national consultants and the Ministry of Education's Center for Statistics and Planning. The Girls' Education Section will take the lead for organizing, coordinating and facilitating meetings and work session with partners at the various levels. The activity manager for this activity is Mme Traoré Korotoumou Konfé, USAID/Mali.

VII. ESTIMATED LEVEL OF EFFORT

It is anticipated that the Simulation Consultant will require up to 18 days to complete this assignment and will travel to Mali once. The Simulation Consultant will have 3 days for preparation, 4 travel days, 8 days in country and 3 days to finalize documents.

VIII. PERIOD OF PERFORMANCE

It is anticipated that this work will begin on or about February 6, 2002. Travel on or about February 9-20, 2002. The Consultant will submit the draft report by February 25, 2002 to WIDTECH and USAID/Mali, and submit a final report that integrates suggested changes by March 15, 2002.

IX. LANGUAGE REQUIREMENT

Consultant shall be proficient in French. All deliverables shall be submitted in French and English. The workshop will be conducted in French and all documents will be prepared in French to ensure the effective involvement and ownership of the Ministry of Education. The final version of key documents will be translated by WIDTECH into English.

DOCUMENTATION TO BE MADE AVAILABLE BY USAID/MALI AND THE WIDTECH TEAM

- EMIS Simulation model currently used by the Ministry of Education □
- Report on the creation, management and use of simulation model (written by national □ consultants on team)
- Les Axes prioritaires du PRODEC.
- La Loi d'Orientation
- Programme d'Investissement du Secteur de l'Education.
- Le rapport d'étude de l'Analyse Genre du PRODEC.
- Le rapport de l'étude intitulée “ Analyse Institutionnelle du Ministère de l'Education 2001”.
- Country Strategic Plan 1998-2002
- Youth Strategic Objective framework
- The draft Country Strategic Plan for 2010

ANNEXE 2 : ELEMENTS DU MODELE DE SIMULATION ET
SYNTHESE DES SUGGESTIONS (EN BLEU ET SOULIGNE)

ELEMENTS DU MODELE DE SIMULATION ET SYNTHESE DES SUGGESTIONS (EN BLEU ET SOULIGNE)

Pays : MALI

Ressources nationales anticipées

PIB (en millions)	
Taux de croissance annuel du PIB (percent)	Femme-Homme
Population totale (en milliers)	
Accroissement annuel de la population globale	Femme-Homme
PIB/Tête	
Ressources internes en percent du PIB	
Ressources internes (en millions)	
% Education courantes par rapport aux ressources	
Total Ressources (hors ressources pour capital) pour le secteur (en millions)	

Besoins de financement public : Dépenses courantes

Précolaire	
Effectif enfants dans le précolaire public	Filles-Garçons
Coût unitaire (Fcfa)	Filles-Garçons
Coût total pré-scolaire public (en millions)	
Effectif enfants dans le pré-scolaire privé	Filles-Garçons
Subvention par élève (Fcfa)	Filles-Garçons
Coût total du précolaire privé (en millions)	
Total dépenses courantes du précolaire (en millions)	

Premier cycle

Population scolarisable 7-12 ans pour les garçons et 6-11 ans pour les filles	Filles-Garçons
Accroissement annuel de la population scolarisable	Filles-Garçons
Taux d'accès en 1A	Filles-Garçons
Année cible	
Taux de survie en primaire	Filles-Garçons
% de redoublants dans le primaire	Filles-Garçons
Année cible	
% de cas d'abandons dans le primaire	Filles-Garçons
Taux d'accès en 6A	Filles-Garçons
Taux brut de scolarisation	Filles-Garçons
Elèves du primaire	Filles-Garçons
Nombre d'élèves dans l'enseignement privé laïc et Medersa	Filles-Garçons

% d'élèves dans l'enseignement privé	Filles-Garçons
Nombre d'élèves dans les écoles communautaires	Filles-Garçons
% d'élèves dans les écoles communautaires	Filles-Garçons
Année cible	
Elèves du primaire public	Filles-Garçons
Nombre d'élèves par enseignant dans le public	Filles-Garçons
Nombre d'enseignants dans le public&catho	
Taux de déperdition annuel	Femme-Homme
Effectif enseignants cat1	Femme-Homme
Effectif enseignants cat2	Femme-Homme
Effectifs enseignants payés sur ressources propres	Femme-Homme
Nombre total d'enseignants dans le public	Femme-Homme
Politique de recrutement d'enseignants de cat1	Femme-Homme
Coût enseignant cat 1 en unité PIB/Tête	
Coût enseignant cat 2 en unité PIB/Tête	
Année cible	
Nombre d'enseignants payés par l'Etat à 25KFcfaX9 (25KFcfaX12) dans école comm.	Femme-Homme
% d'enseignants subventionné dans les écoles communautaires	Femme-Homme
Année cible	
Nombre total d'enseignants dans les écoles communautaires	Femme-Homme
Nombre d'élèves par enseignant dans les écoles communautaires	
Coûts enseignants des écoles communautaires (en millions)	
Coût enseignant en unité PIB/Tête des écoles communautaires	
Coût moyen enseignant payé par l'Etat en unité PIB/Tête	
Coût moyen annuel d'un enseignant payé par l'Etat (yc communautaire)(Fcfa)	
Coûts enseignants payés par l'Etat (yc dans les écoles communautaires) (en millions)	
Autres dépenses courantes en personnel administratif (en millions)	
Autres dépenses courantes de fonctionnement (en millions)	
Autres dépenses courantes en pers. administratif/Coût enseignant (%)	
Autres dépenses courantes de fonctionnement /Coût enseignant (%)	
Autres dépenses courantes totales pour le public/Coût enseignant (%)	
Autres dépenses courantes totales (en millions)	
Total dépenses public (en millions)	
Coût unitaire (% du PIB par tête)	
Subvention pour l'enseignement privé (en millions)	
Subvention par élève du privé (Fcfa)	Filles-Garçons
Subvention pour autre système (en millions)	
Subvention par élève autre système (Fcfa)	
Total dépenses courantes pour le premier cycle (en millions)	

Second cycle du fondamental

Taux de transition effectif (6A-7A)	Filles-Garçons
Nouveaux entrants en 7A	Filles-Garçons
Population 13 ans	Filles-Garçons
Population 13 - 15 ans	Filles-Garçons
Accroissement annuel de la population scolarisable	Filles-Garçons
Taux de survie dans le Second cycle du fondamental	Filles-Garçons
% de redoublant dans le Second cycle du fondamental	Filles-Garçons
Année cible (survie et redoublement)	Filles-Garçons
% de déperdition	Filles-Garçons
Taux d'accès en 7A Second cycle du fondamental	Filles-Garçons
Taux d'accès en dernière 9A Second cycle du fondamental	Filles-Garçons
Taux brut de scolarisation dans le Second cycle du fondamental	Filles-Garçons
Effectif total d'élèves dans le Second cycle du fondamental	Filles-Garçons
Nombre d'élèves dans l'enseignement privé	Filles-Garçons
% d'élèves dans l'enseignement privé	Filles-Garçons
Nombre d'élèves dans l'enseignement public	Filles-Garçons
Nombre d'élèves par enseignant	
Nombre de cours dans le public	
Nombre d'élèves par cours	Filles-Garçons
Nombre d'heures hebdomadaires élève	
Service effectif enseignant	Femme-Homme
Nombre d'enseignants	Femme-Homme
Coût enseignant en unité PIB/Tête	
Coût annuel enseignant (Fcfa)	
Coûts enseignants (en millions)	
Autres dépenses courantes en personnel administratif (en millions)	
Autres dépenses courantes de fonctionnement (en millions)	
Autres dépenses courantes en pers. administratif/Coût enseignant (%)	
Autres dépenses courantes de fonctionnement /Coût enseignant (%)	
Autres dépenses courantes/Coût enseignant (%)	
Autres dépenses courantes (en millions)	
Subvention pour le privé (en millions)	
Subvention par élève du privé (Fcfa)	Filles-Garçons
Total dépenses courantes de l'Etat pour le second cycle (en millions)	

Secondaire

Taux de transition effectif	Filles-Garçons
Nouveaux entrants au secondaire	Filles-Garçons
Population 16 ans	Filles-Garçons

Population 16 - 18 ans	Filles-Garçons
Accroissement annuel de la population scolarisable	Filles-Garçons
Taux de survie au lycée	Filles-Garçons
% de redoublants dans le secondaire ²	Filles-Garçons
Année cible (survie et redoublement)	Filles-Garçons
Taux d'accès en secondaire ²	Filles-Garçons
Taux d'accès en dernière année du secondaire ²	Filles-Garçons
Taux brut de scolarisation dans le secondaire ²	Filles-Garçons
Effectif total d'élèves dans le secondaire	Filles-Garçons
Nombre d'élèves dans l'enseignement privé	Filles-Garçons
% d'élèves dans l'enseignement privé	Filles-Garçons
Nombre d'élèves dans l'enseignement public	Filles-Garçons
Nombre d'élèves par enseignant dans le public	
Nombre de cours	
Nombre d'élèves par cours	Filles-Garçons
Nombre d'heures hebdomadaires élève	
Service effectif enseignant	Femme-Homme
Nombre d'enseignants	Femme-Homme
Coût enseignant en unité PIB/Tête	
Coût annuel enseignant (Fcfa)	
Coûts enseignants (en millions)	
Autres dépenses courantes en personnel administratif (en millions)	
Autres dépenses courantes de fonctionnement (en millions)	
Autres dépenses courantes en pers. administratif/Coût enseignant (%)	
Autres dépenses courantes de fonctionnement /Coût enseignant (%)	
Autres dépenses courantes/Coût enseignant (%)	
Autres dépenses courantes (en millions)	
Subvention pour le privé (en millions)	Filles-Garçons
Subvention par élève du privé (Fcfa)	
Total dépenses courantes de l'Etat pour le secondaire (millions)	

Enseignement Technique et professionnel

Effectif d'élèves de l'enseignement Technique classique Tertiaire public	Filles-Garçons
Effectif d'enseignants fonctionnaires	Femme-Homme
Effectif d'enseignants contractuels	Femme-Homme
Effectif total d'enseignants	Femme-Homme
Taux de déperdition annuel	Femme-Homme
Politique de recrutement d'enseignants fonctionnaires	
Nombre d'élèves par enseignant	
Coût enseignant fonctionnaire en unité PIB/Tête	
Coût enseignant contractuel en unité PIB/Tête	

Coût moyen d'un enseignant en unité PIB/Tête	
Masse salariale enseignant (en millions)	
Autres dépenses courantes en personnel administratif (en millions)	
Autres dépenses courantes de fonctionnement (en millions)	
Autres dépenses courantes en pers. administratif/Coût enseignant (%)	
Autres dépenses courantes de fonctionnement /Coût enseignant (%)	
Autres dépenses courantes/Coût enseignant (%)	
Autres dépenses courantes (en millions)	
Nombre d'élèves de l'Etat dans les établissements privés	Filles-Garçons
% par rapport au public	Filles-Garçons
Subvention totale	
Subvention par élève	Filles-Garçons
Total dépenses courantes de l'Etat pour l'enseignement technique et professionnel (en millions)	

Ecoles normales

Effectifs d'étudiants	Filles-Garçons
Coût par étudiant	Filles-Garçons
Personnel d'encadrement CAP-AE	Femme-Homme
Nouveaux entrants	Filles-Garçons
Population 18-22 avec le IEF	Filles-Garçons
Population 22-26 avec le BAC	Filles-Garçons
Taux de survie	Filles-Garçons
Redoublants	Filles-Garçons
Nombre d'enseignants	Femme-Homme
Total dépenses courantes enseignement normale (millions)	

Enseignement Supérieur

Etudiants du public	Filles-Garçons
Coût par étudiant du public hors aides sociales (Fcfa)	
Accroissement annuel du coût par étudiant	
Coût hors dépenses sociales (en millions)	
Dépenses sociales moyennes par étudiant (Fcfa)	
Accroissement annuel des dépenses sociales par étudiant	
Total dépenses sociales (en millions)	
Total dépenses hors études à l'étranger (en millions)	
Coût des études à l'étranger (en millions)	
Accroissement annuel du coût des études à l'étranger	
Total dépenses courantes du supérieur (en millions)	

Récapitulatif des dépenses courantes par niveau (en millions de Fcfa)

Enseignement préscolaire
 Enseignement primaire
 Enseignement secondaire1 et 2
 Enseignement technique et professionnel
 Enseignement supérieur
 Enseignement normale
 Dépenses courantes du secteur

Construction de salles de classe**Besoins pour dépenses en capital dans le primaire**

Coût par salle (en milliers)
 Nombre d'enseignants/salle de classe
 Nombre de salles Filles-Garçons
 Nouvelles constructions / an
 Bureau Directeur
 Logement Gardien
 latrines Filles-Garçons
 Atelier
 Aire de jeu
 Point d'eau
 Magasin
 Equipement
 Education non formelle
 Besoins en capital /an (en millions)

Besoins pour dépenses en capital dans le second cycle

Coût par salle (en milliers)
 Nombre de divisions / salle
 Nombre de salles
 Latrines
 Nouvelles constructions / an
 Besoins en capital /an (en millions)

Besoins pour dépenses en capital dans le secondaire

Coût par salle (en milliers)
 Nombre de divisions / salle
 Nombre de salles

Latrines

Nouvelles constructions / an

Besoins en capital /an (en millions)

Besoins pour dépenses en capital dans les écoles normales

Coût par salle (en milliers)

Nombre de divisions / salle

Nombre de salles

Latrines

Nouvelles constructions / an

Besoins en capital /an (en millions)

Récapitulatif

Besoins et ressources totaux pour le secteur (en millions de Fcfa)

Dépenses courantes

Dépenses en capital / an (construction de salles de classe)

Dépenses totales

Ressources nationales

Ecart : Ressources - Dépenses

(en millions de Fcfa)

Ecart sur les dépenses courantes

Ecart sur les dépenses en capital / an

Ecart total

Données de base (sur fond vert)

Hypothèses (sur fond jaune)

Année cible différente de l'année cible globale (sur fond bleu)

Taux de change \$

Dépenses en capital cumulé

**ANNEXE 3: PRESENTATION DE L'ETUDE RETROSPECTIVE
EVOLUTION DE L'EDUCATION DES FILLES AU MALI**

PRESENTATION DE L'ETUDE RETROSPECTIVE EVOLUTION DE L'EDUCATION DES FILLES AU MALI

Enseignement Fondamental 1er cycle.

L'éducation des filles est depuis la Conférence de Jomtien une des stratégies prioritaires au niveau mondial. En effet le taux de scolarisation des filles est assez faible dans tous les pays du monde en voie de développement alors que la scolarisation ou l'éducation des filles et des femmes est un facteur déterminant dans le développement. Le Mali n'est pas en marge de ce processus qui contribuerait à l'éducation pour tous ou l'éducation primaire universelle. Le présent document est un élément de l'étude rétrospective de la situation de l'éducation des filles au Mali. Nous analyserons donc quelques indicateurs de base du système éducatif.

Commençons par les taux de scolarisation.

Définition

On appelle taux brut de scolarisation le ratio ou le quotient de la population scolaire, c'est à dire à l'école, par la population scolarisable, c'est à dire en âge d'aller à l'école ou encore ayant en l'occurrence entre 7 et 12 ans. Quant au taux net de scolarisation, c'est le quotient de la population scolaire entre 7 et 12 ans par la population scolarisable.

TBS : Taux brut de scolarisation = Population scolarise/Population scolarisable (7-12ans)

TBS : Taux net de scolarisation = Population scolarise (7-12ans)/Population scolarisable (7-12ans)

Scolarisation des Filles (Dix Dernières Années)

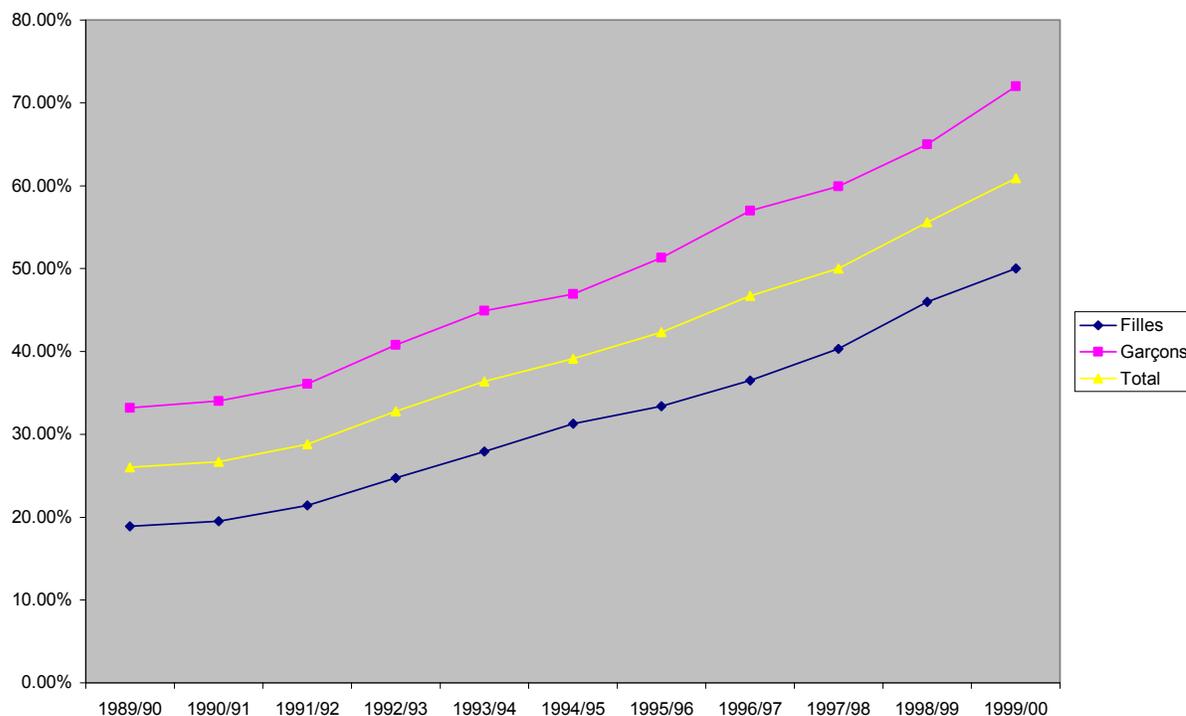
Année scolaire	Taux brut de scolarisation			Taux net (7-12 ans) de scolarisation		
	filles	garçons	total	filles	garçons	total
1989/90	18.90%	33.20%	26%	15.40%	25.80%	20.70%
1990/91	19.50%	34%	26.70%	16.20%	27.30%	21.80%
1991/92	21.40%	36.10%	28.80%	17.30%	28.60%	23.00%
1992/93	24.70%	40.80%	32.80%	19.20%	30.20%	24.70%
1993/94	27.90%	44.90%	36.40%	21.90%	34.70%	28.30%
1994/95	31.30%	46.90%	39.10%	28.40%	39.59%	33.90%
1995/96	33.40%	51.30%	42.30%	26.20%	39.70%	32.90%
1996/97	36.50%	57%	46.70%	29.70%	46.60%	38.20%
1997/98	40.30%	59.90%	50%	32.60%	47.10%	39.90%
1998/99	46%	65%	55.60%	36.20%	50.60%	43.50%
1999/00	50%	72%	60.89%			

Ministère de l'Education CPS

Observations 1. En analysant le tableau ci-dessus et le graphe correspondant ci-après, on peut remarquer qu'en dix ans le taux de scolarisation des filles a plus que doublé, en passant de 19% en 1990 à 50% en 2000. Ceci est dû principalement à la démocratisation de

l'éducation, à l'engouement pour la scolarisation pour tous, et l'éducation des filles après la Conférence de Jomtien. Les principaux partenaires dans ces efforts pour la scolarisation des filles sont le Gouvernement malien par l'intermédiaire du Ministère de l'Éducation (ME), l'USAID à travers le financement de nombreux PVOs travaillant sur le terrain, et par un dialogue avec les décideurs du système éducatif pour orienter les politiques éducatives, et enfin l'UNICEF)

Taux bruts de scolarisation au Mali, 1er cycle EF



Observations 2. Le système en général a-t-il progressé à la même allure ou seulement dans le cas des filles ? Non, il a plus progressé chez les garçons, car l'écart se creuse entre le TBS filles et le TBS garçons comme le montre le tableau suivant; il est passé de 14 points à 22 points.

Années scolaires	Taux brut de scolarisation		
	filles	garçons	Ecart
1989/90	18.90%	33.20%	14.30
1990/91	19.50%	34%	14.50
1991/92	21.40%	36.10%	14.70
1992/93	24.70%	40.80%	16.10
1993/94	27.90%	44.90%	17.00
1994/95	31.30%	46.90%	15.60
1995/96	33.40%	51.30%	17.90
1996/97	36.50%	57%	20.50
1997/98	40.30%	59.90%	19.60
1998/99	46%	65%	19

1999/00	50%	72%	22.00
---------	-----	-----	-------

Ministère de l'Education CPS

Observations3. Avons-nous eu les mêmes progrès sur toute l'étendue du Pays ? A-t-on atteint les 50% de TBS Filles sur toute l'étendue du Territoire ? Non, Kidal et Mopti restent à un TBS filles de moins de 30% pour l'un et 37% pour l'autre, pendant que Bamako est passé à plus de 100%, comme on peut l'observer sur le tableau qui suit.

Taux bruts de scolarisation par region

Régions	Taux brut en 1997/98			Taux brut en 1999/00		
	Filles	Garçons	Ecart	filles	garçons	Ecart
Kayes	33.20%	54.60%	21.40	45.10%	74.20%	29.10
Koulikoro	42.80%	69%	26.10	53.40%	85%	31.60
Sikasso	34.40%	57.70%	23.30	41.70%	65.20%	23.50
Segou	32.10%	53.50%	21.40	42.60%	64.70%	22.10
Mopti	21.40%	32.20%	10.80	37.10%	54.10%	17.00
Tombouctou	24.20%	33.70%	9.50	39.40%	54.80%	15.40
Gao	30.10%	41.80%	11.70	42.50%	61.50%	19.00
Kidal	20.30%	33%	12.90	26.50%	38.80%	12.30
Bamako	125.00%	153.10%	28.10	107.70%	108.80%	1.10
Ensemble du Mali	40.30%	59.90%	19.60	50%	72%	22.00

Ministère de l'Education CPS

Conclusion: les disparités persistent en genre et par régions, bien que la scolarisation des filles ait progressé !

Qualité de cette scolarisation

Les taux de redoublement ont sensiblement baissé pour les premières années d'enseignement comme l'indique le tableau suivant :

Taux de redoublement au premier cycle EF

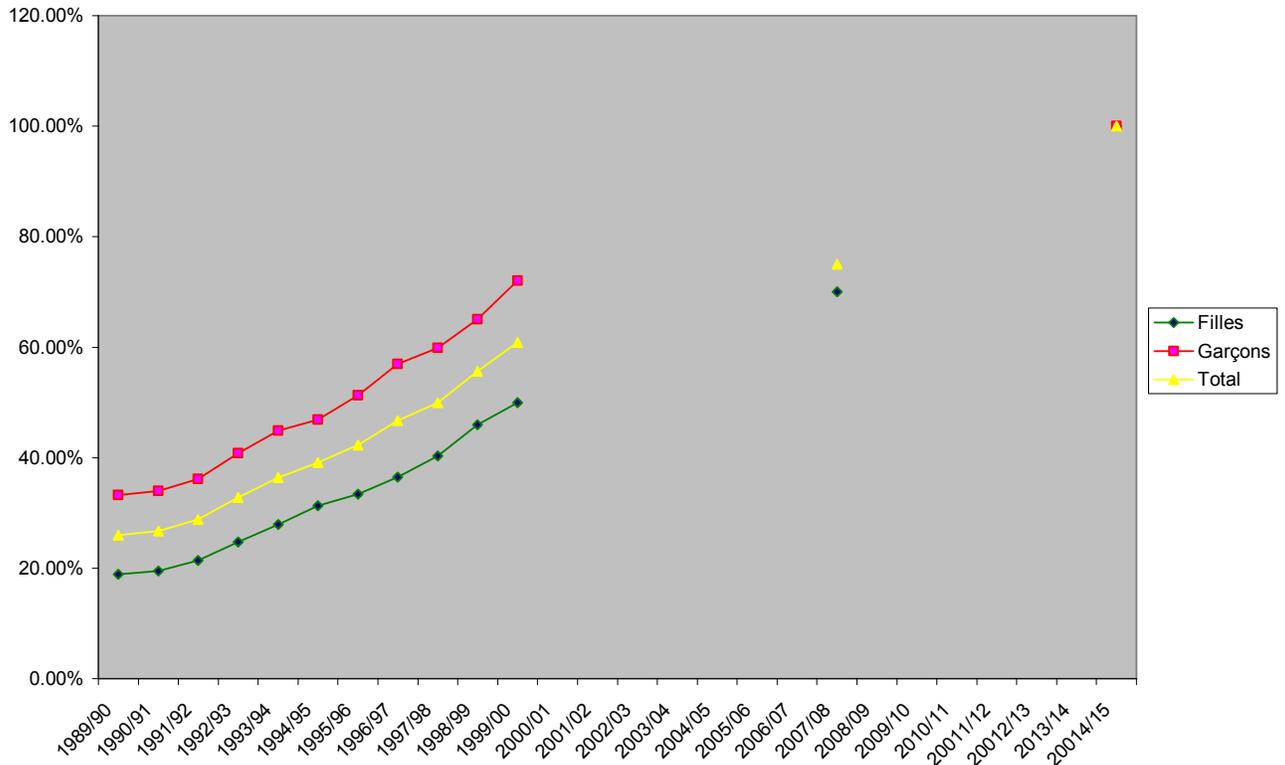
Années scolaires	1e année	2e année	3e année	4e année	5e année	6e année
1990/91	30.4%	30.3%	38.9%	34.3%	35.9%	34.8%
1994/95	18%	16.8%	21.3%	19.2%	20.7%	34.4%
1996/97	13.6%	13.2%	18.4%	21.5%	26.5%	37.4%

Ministère de l'Education CPS

Les taux de redoublement sont sensiblement les mêmes chez les filles et les garçons, cependant les filles abandonnent plus que les garçons en 5e et bien plus en 6e année. Mais en général, ces taux sont encore élevés ; sur la base des taux de redoublement et d'abandon de 96/97, sur 10 élèves entrant en 1ere année, 7 arrivent en 6e année (après 5, 6, ou 7 ans). (Indicateurs du Système Educatif du Mali 1998).

L'Éducation Des Filles D'ici 2015 Projections

Taux brut de scolarisation au premier cycle (+ medersas)



Pour atteindre les objectifs de l'éducation pour tous ou l'éducation primaire universelle fixe à 95%, il faudrait que le rythme de progression soit maintenu. Ceci impliquerait une augmentation encore plus grande de l'accroissement du budget alloué à l'éducation, et à celle des filles, qui progresse moins que l'éducation des garçons. Déjà nous savons qu'il est nécessaire d'avoir plus de ressources pour maintenir le taux de scolarisation constant, par le fait de l'accroissement démographique. Ou trouver ces ressources afin que plus d'enfants, de plus en plus d'enfants, tous les enfants aient la possibilité d'aller à l'école et d'y accomplir tout le premier cycle?

Et si tous les enfants avaient accès à l'école, tous les parents ont-ils alors envie d'envoyer leurs enfants à l'école ? En effet la demande d'éducation est aussi un facteur à prendre en compte dans les éléments influents sur les indicateurs du système éducatif.

Les facteurs principaux qui déterminent les taux d'accès et de performance du système éducatif sont :

- les ressources financières pour les différents secteurs de l'éducation à renforcer et les différents programmes de développement et de gestion du système éducatif;
- la croissance démographique, et

- la demande d'éducation des communautés.

Une étude plus approfondie sur le poids des us et coutumes, et sur le coût de l'éducation au Mali nous permettraient de procéder facilement à des simulations ; et nous nous apercevriions des implications et conséquences suivantes au niveau du système :

Si les niveaux de ressources restent les mêmes que ces deux dernières années :

- Si le rendement du système reste le même, le taux de scolarisation des filles va diminuer
- Si le rendement du système s'améliore, le taux de scolarisation va rester constant ou augmenter légèrement

Si les niveaux de ressources augmentent en rapport avec l'accroissement démographique : □

- Si le rendement du système reste le même, le taux de scolarisation va rester constant □
- Si le rendement du système s'améliore, le taux de scolarisation va augmenter □

Si les niveaux de ressources augmentent dans les mêmes proportions qu'au cours de ces trois dernières années, □

- Si le rendement du système reste le même, le taux de scolarisation va augmenter sans □ pour autant atteindre les 95% de TBS, car un mauvais rendement fini par induire les effets contraires à ceux recherchés.
- Si le rendement du système s'améliore, le taux de scolarisation va augmenter et atteindre les $(100-x)\%$ avec $x\%$ étant le pourcentage de la population scolarisable qui n'ira pas à l'école compte tenu du besoin indispensable que constituent les enfants en tant que main d'œuvre, ou de la tradition qui les retiendra nécessairement en dehors de l'école.

Remarque : sachant que ce nombre x est différent chez les filles ou chez les garçons, il est évident qu'en 2015 les garçons auraient atteint les 95% si x est inférieur ou égal à 5%. Tandis que les filles ayant un coût d'opportunité beaucoup plus élevé, elles connaîtront une progression plus lente comme c'est déjà le cas.

Conclusion:

Pour que les taux de scolarisation augmente, mais aussi pour que le taux de scolarisation des filles augmente dans les mêmes proportions, il faut des stratégies innovatrices, porteuses et intégrées. Il faut une synergie des efforts consentis par tous les partenaires du système éducatif et leur collaboration. Il faut pouvoir voir le système éducatif et la communauté - que l'école est sensée servir - comme un ensemble, et donc intervenir aussi bien sur l'offre et sur la demande en éducation. Il faut mettre un accent bien particulier sur l'éducation des filles, sans craindre les disparités positives, car des études ont prouvé que la plupart des initiatives pour améliorer l'éducation des filles profitent aussi bien aux garçons qu'aux filles.

